

Crise du logement et immigration : bataille politique pour l'avenir du Québec

Publié à 15 h - 2025-01-10



Lilia Boutana

Journaliste, étudiante en Sciences de la nature au Collège Jean-de-Brébeuf et écrivaine amatrice

Mayssa Matta

Journaliste et cheffe de la division des médias avec un grand intérêt pour les nouvelles internationales et nationales

Logements inaccessibles, itinérance en hausse et rêve d'une propriété hors de portée : ces enjeux brûlants divisent la classe politique québécoise. Lors de la troisième séance du mandat d'initiative, les débats ont mis à nu les divergences profondes entre L'Avenir Libéral, l'Union Conservatrice du Québec et Alliance Progrès Québec, alors qu'ils tentent de formuler des recommandations décisives pour la Commission de l'aménagement du territoire.

Le jeudi 9 janvier 2025, les représentants de L'Avenir Libéral, de l'Union Conservatrice du Québec (UCQ) et d'Alliance Progrès Québec se sont réunis pour une troisième séance dans le cadre du mandat d'initiative confié à la Commission de l'aménagement du territoire. Ce mandat vise à répondre à des enjeux critiques pour les citoyens : la crise du logement, la lutte contre l'itinérance et l'accès à la propriété. Si ces thèmes suscitent l'urgence de solutions concrètes, ils mettent également en lumière des visions politiques opposées. Entre interventionnisme, libéralisation économique et réformes progressistes, chaque parti s'efforce de défendre ses priorités dans l'espoir d'influencer les politiques publiques futures.

Un marché locatif sous tension : vers un registre des loyers ?

Le premier sujet abordé fut la crise du logement. Le gouvernement, fidèle à sa position interventionniste, propose un registre provincial des loyers, l'augmentation du financement pour le Tribunal administratif du logement ainsi qu'un encadrement accru des plateformes comme Airbnb. L'opposition officielle, pour sa part, mise sur des incitatifs fiscaux et la privatisation des HLM pour stimuler l'offre sans trop d'intervention étatique. La 2e opposition, quant à elle, a appuyé la proposition du gouvernement de créer un registre des loyers tout en insistant sur une révision des critères de logement social, s'inspirant du modèle viennois. Une alliance tacite s'esquisse entre le gouvernement et la 2e opposition qui semblaient en bonne entente, contrastant avec l'hostilité manifeste entre le gouvernement et les Conservateurs.

Itinérance : des solutions qui s'opposent face à une urgence sociale

Le débat sur l'itinérance a lui aussi vu des visions radicalement opposées. Le gouvernement a plaidé pour un droit au logement, insistant sur l'importance d'un accompagnement social et la réintégration des itinérants dans la société. Tandis que les conservateurs prônent l'autonomie individuelle et dénoncent les aides sans engagement, la deuxième opposition défend des mesures de réduction des méfaits et une révision des systèmes de gestion des dépendances. Ils proposent aussi une taxation des plus riches pour financer des programmes sociaux. Le gouvernement, appuyé par les socio-démocrates, s'entend sur un modèle plus inclusif, soulignant que l'itinérance est bien plus qu'un simple problème individuel.

Propriété inaccessible : rêve brisé ou idéal à repenser ?

Le rêve québécois d'une propriété pour tous s'efface face à des obstacles croissants. Le gouvernement propose une subvention pour les premiers acheteurs et le remboursement de la TVQ sur les achats de propriétés. Les conservateurs, eux, veulent abolir la taxe pour réduire les coûts, tout en appelant à utiliser des terres agricoles pour la construction. Une position qui a provoqué l'ire des progressistes, pour qui cet idéal de propriété pourrait dénaturer le tissu social et environnemental. Le gouvernement perçoit dans cette proposition un désir d'invasion des terres agricoles pour bâtir des condos. La deuxième opposition souligne, non sans ironie, que cette quête reflète une idéalisation culturelle qu'il faudrait repenser.

Immigration et logement : quand la politique s'enflamme

C'est toutefois une recommandation en apparence annexe qui a mis le feu aux poudres : celle de la première opposition visant à réduire le nombre d'immigrants, exclure ces derniers des HLM, et prioriser les Québécois et québécoises. Cette prise de position, le député Jutras Liard la justifie en déclarant qu'elle visait à faire peur à (leurs) collègues pour présenter des points plus importants » Mais cette déclaration a été vivement condamnée par la 2e opposition, qui a fustigé une attaque directe contre l'immigration et qui invite l'UCQ à ne plus parler sur ce à quoi il n'adhère pas. Le gouvernement quant à lui a réagi en accusant les Conservateurs d'utiliser les immigrants comme « pions » dans un jeu politique.

L'APQ a réaffirmé sa position sur l'importance de l'immigration et de l'intégration des nouveaux arrivants dans le tissu social. La recommandation du gouvernement d'encadrer les loyers a été largement soutenue, tout comme celle du deuxième groupe d'opposition sur la création d'un guichet unique pour les permis de construction. En revanche, les propositions des Conservateurs sur l'immigration ont été écartées.

Un fragile équilibre entre consensus et désaccords

Tandis que certaines recommandations du gouvernement ont été adoptées sans grande modification, d'autres ont été acceptées avec des modifications substantielles. L'affrontement des idées a pris fin sur un équilibre fragile : d'un côté, un gouvernement ferme sur ses principes, soutenu par l'APQ sur de nombreux points, et de l'autre, une opposition officielle conservatrice plus radicale, prête à tout pour défendre une vision du marché sans entrave.

Le mandat d'initiative a permis de mettre en lumière des priorités contrastées, tout en esquissant des points de convergence. Si certaines recommandations du gouvernement ont su rallier les appuis nécessaires, d'autres ont révélé des fractures idéologiques profondes, notamment sur les questions de logement social et d'immigration. Ces débats soulignent l'urgence d'une vision commune pour répondre aux besoins croissants des Québécois. Dans un contexte où le consensus est difficile à atteindre, les recommandations finales de la Commission de l'aménagement du territoire seront déterminantes pour tracer l'avenir du Québec.